



Agressions d'agents au MASA : des mots, pas d'actes

Groupe de travail du 28 mai 2025 – Communiqué intersyndical

Une réunion attendue, mais une posture décevante ! Après de nombreuses alertes et une lettre ouverte adressée à la ministre, l'administration a enfin réuni un groupe de travail sur les **violences subies par les agent-es du MASA**. Si cette convocation semblait être une première réponse à nos demandes, le ton a été immédiatement donné : l'administration a déclaré qu'**aucune réponse politique** ne serait apportée, limitant les échanges à des considérations techniques. **Aucune mesure concrète** et immédiate n'a été décidée.

Des agressions toujours plus nombreuses et banalisées ! Sur le terrain, **les violences persistent**. Des agent-es en services déconcentrés sont **menacé-es lors des contrôles**, comme récemment dans l'Orne où des collègues ont reçu des menaces de mort. Dans l'enseignement agricole, l'**EPLEFPA Montauban dû fermer après des actes de dégradation**. Ces faits ne sont **ni isolés ni anecdotiques**. Ils traduisent un **climat de plus en plus tendu**, où les agent-es sont **laissé-es seul-es face aux exactions**, sans le soutien attendu de leur hiérarchie, leur direction, leur préfet ou leur ministre.

Nos revendications claires et restées sans réponse... L'intersyndicale a rappelé les **9 propositions** déjà formulées dans un courrier adressé à la ministre. Elles portent sur des mesures **précises et opérationnelles** : **généralisation des contrôles en binômes**, **accompagnement systématique des agent-es agressé-es**, **dépôt de plainte par l'administration**, **reconnaissance automatique des accidents de service**, **amélioration et différenciation des circuits de signalement**, **formations des encadrant-es**, **mutualisation des bonnes pratiques** et **sensibilisation des usager-es**, notamment dans le monde agricole. L'**intégration de la question du contrôle dans les formations agricoles** est également une priorité, pour que les futurs agriculteurs-trices comprennent leur importance et leur légitimité.

Des réponses institutionnelles très en deçà des enjeux ! L'administration a reconnu que les **agressions sont probablement sous-déclarées** et que les dispositifs existants sont **mal identifiés**. Elle annonce une **révision de circulaires** et une **nouvelle réunion en septembre**. Mais **aucun plan d'action immédiat**, **aucun message fort**, **aucune directive concrète** n'a été communiquée. Cette **inertie renforce le sentiment d'isolement et d'abandon** chez les agent-es, qui s'interrogent sur la **réalité de la volonté ministérielle à les protéger**.

Une parole politique toujours attendue ! L'absence de prise de position publique systématique de la ministre, dénonçant chaque situation de malveillance envers les agent-es, reste **incompréhensible**. Dans un contexte de **violences récurrentes**, cette **parole n'est pas accessoire**. Elle est **indispensable**. Elle a une **valeur symbolique, morale et institutionnelle**. Les **agent-es attendent d'être reconnu-es, soutenu-es, défendu-es**.

Le ministère de l'Agriculture doit cesser de gagner du temps. Il doit défendre ses agent-es maintenant !

L'intersyndicale poursuivra sa participation aux travaux engagés, mais n'attendra pas l'automne pour exiger des actes. Des mesures concrètes doivent être mises en place immédiatement. Il en va de la sécurité, du respect et de la dignité de nos collègues.

À ce titre, nous souhaitons rencontrer la Ministre sur ce dossier des violences et agressions.

L'intersyndicale du MASA

Pour plus d'infos à ce sujet, consultez [notre compte-rendu du groupe de travail](#)